

DECISION N°2013-699/ARMP/CRD

sur recours de l’Etablissement G.PLUS contre les résultats provisoires de la demande de prix n°2013-001/RCOS/PSNG/C.GODYR/SG du 15 juillet 2013 pour l’acquisition de fournitures scolaires au profit de la Circonscription d’éducation de base (CEB) de Godyr.

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** le décret n°2007-243/PRES/PM/MFB du 09 mai 2007 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l’Autorité de régulation des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2009-849/PRES/PM/MEF du 24 décembre 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l’Autorité de régulation des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et son modificatif n°2012-123/PRES/PM/MEF du 02 mars 2012 ;
- Vu** le décret n°2008-374/PRES/PM/MEF du 02 juillet 2008 portant réglementation de la maîtrise d’ouvrage publique déléguée ;
- Sur** recours par lettre en date du 16 août 2013 de l’Etablissement G.PLUS contre les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ;

présidé par Monsieur Justin Jean Baptiste BOUDA, Président du Conseil de régulation de l’ARMP ;

en présence de :

- Monsieur Alain Gilbert O. KOALA ;
- Monsieur Sayouba OUEDRAOGO ;
- Monsieur Bébakouéni LOHOUARA ;
- Monsieur Elie SANDWIDI ;

tous membres du Comité de règlement des différends (CRD) ;

- Messieurs Modeste YAMEOGO et N. Olivier KAMBOU du Secrétariat permanent de l’ARMP, assurant le secrétariat du Comité de règlement des différends ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre de la partie requérante, Monsieur Nongdo SAVADOGO, Directeur de l'Etablissement G.PLUS ;
- au titre de l'autorité contractante, Messieurs N. François BADO et N. Richard BADO, respectivement Maire et comptable de la Mairie de Godyr ;
- au titre de l'attributaire provisoire, Monsieur Ousmane SAMANDE, Gérant de CISOCO SARL ;

après avoir délibéré conformément à la loi ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et son modificatif n°2012-123/PRES/PM/MEF du 02 mars 2012 ;

considérant qu'aux termes de l'article 21 du décret n°2009-849 ci-dessus visé, le CRD est compétent en matière de litige dans la phase de passation des marchés publics ;

considérant que la requête concerne la contestation des résultats provisoires de la demande de prix n°2013-001/RCOS/PSNG/C.GODYR/SG du 15 juillet 2013 pour l'acquisition de fournitures scolaires au profit de la CEB de Godyr ;

qu'il y a donc lieu de dire que le CRD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 25 alinéa 1 du décret n°2009-849 ci-dessus visé, « le recours dans la phase d'attribution des marchés doit être exercé dans les cinq (5) jours ouvrables de la publication de la décision d'attribution du marché ou de la délégation de service public, de l'avis d'appel d'offres, ou de la communication du dossier d'appel d'offres » ;

considérant que les résultats provisoires de la demande de prix ci-dessus citée ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°1072 du lundi 12 août 2013, et que le délai de recours courait jusqu'au 20 août 2013 ; que l'Etablissement G.PLUS a saisi le CRD par lettre en date du 16 août 2013 ; que par ailleurs, la requête est conforme aux dispositions de l'alinéa 3 et suivants de l'article 25 du décret n°2009-849/PRES/PM/MEF du 24 décembre 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics précité ;

que dès lors, il convient de la déclarer recevable ;

AU FOND :

sur les faits,

la Commune de Godyr a lancé la demande de prix n°2013-001/RCOS/PSNG/C.GODYR/SG du 15 juillet 2013 pour l'acquisition de fournitures scolaires au profit de la CEB ;

la Commission d'attribution des marchés (CCAM) a déclaré non-conforme au dossier de demande de prix (DDP) l'offre de l'Etablissement G.PLUS aux motifs que le double décimètre de la trousse mathématique est graduée de 0 à 15 cm et sa largeur est de 2,5 cm alors que le DDP a demandé une graduation de 0 à 15 cm et une largeur de 1,8 cm ; que l'équerre a une largeur de 11 cm au lieu de 15 cm ; qu'en outre, le requérant n'a pas joint de crayon de papier à sa trousse mathématique ; que par ailleurs, la gomme d'écolier a une longueur de 2,5 cm et une largeur de 1,5 cm au lieu de 1,80 cm ; qu'enfin, le requérant a fourni un taille crayon en plastique au lieu d'un taille en matière durable ;

l'Etablissement G.PLUS conteste les résultats provisoires arguant avoir respecté les dimension requises pour ses échantillons ; elle sollicite donc le CRD pour le réexamen des résultats provisoires ;

sur la discussion,

considérant que le dossier de demande de prix (DDP) a requis des soumissionnaires dans la trousse mathématique un double décimètre gradué de 0 à 15 cm, longueur 15 cm, largeur 1,80 cm et une équerre en plastique de base 7 cm et de hauteur 12 cm ;

considérant que le CRD, après vérification, a constaté que les échantillons du requérant ne respectent pas les dimensions demandées dans le DDP ; qu'à titre d'illustration, le double décimètre de la trousse mathématique a une largeur de 2,5 cm au lieu de 1,8 cm demandé dans le dossier ; que c'est donc à bon droit que son offre n'a pas été retenue par la CCAM ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que la requête de l'Etablissement G.PLUS est recevable ;

-que la demande de prix sus visée reste soumise aux dispositions du décret n°2009-849/PRES/PM/MEF du 24 décembre 2009 portant attributions,

organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;

-que la plainte de l'Etablissement G.PLUS n'est pas fondée ;

-de confirmer les résultats provisoires de la demande de prix n°2013-001/RCOS/PSNG/C.GODYR/SG du 15 juillet 2013 pour l'acquisition de fournitures scolaires au profit de la CEB de Godyr ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation des marchés publics est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 22 août 2013

Le Président du Comité de règlement des différends

Justin Jean Baptiste BOUDA
Chevalier de l'Ordre National